

INTERVIEW DE GUILLAUME KLOSSA – Radio Classique – 11/12/2024

Les Voix de l'économie – Stéphane Pédrizzi

SP : Bonjour Guillaume Klossa.

GK : Bonjour Stéphane.

SP : Bienvenue sur Radio Classique, vous êtes également président du Conclave, c'est un groupe de spécialistes d'horizons variés, l'objectif est d'effectuer des propositions pour l'agenda stratégique de l'Union européenne à partir de 2024.

D'abord, l'instabilité politique française, elle est observée attentivement par nos voisins européens. Est-ce que vous avez le sentiment que la France aujourd'hui représente un danger pour l'avenir de l'Union européenne ?

GK : L'instabilité politique est désormais une, je dirais, caractéristique européenne que l'on retrouve dans de nombreux Etats membres. Voyez en Allemagne, il y a des élections qui n'ont pas été prévues avec une coalition qui a implosé. En Roumanie, l'invalidation de l'élection présidentielle est facteur d'incertitudes. La Bulgarie a été l'objet d'élections anticipées. La Belgique n'a toujours pas de gouvernement plus de six mois après les élections législatives...

La France n'est donc pas vraiment isolée. Le sujet c'est que la France est un pays systémique et que si la France va mal longtemps, elle peut entraîner l'ensemble de l'Union européenne dans sa débâcle et ça personne ne le souhaite.

SP : D'autant que l'UE déjà va mal, Mario Draghi mettait en garde à la rentrée de septembre contre le risque de décrochage de l'Europe. Objectivement, ce n'est pas qu'un risque, le décrochage est bien réel.

GK : Le premier Conclave - qui a eu lieu en présence d'Antonio Costa, alors premier ministre portugais et désormais Président du Conseil européen - a rassemblé intellectuels, industriels, entrepreneurs, syndicalistes, scientifiques mais aussi des citoyens des quatre coins de l'Union et de toute sensibilité il y a un peu plus d'un an à Cascais au Portugal, pointait l'existence d'un décrochage qu'il a qualifié de décrochage systémique, c'est-à-dire économique, industriel, technologique, boursier, scientifique... Et ce décrochage, il est en large partie le résultat d'une volonté conjointe des Etats-Unis et de la Chine de mettre l'Europe en étai. Et donc le sujet pour nous européens, c'est de sortir de cet étai qui nous asphyxie.

SP : Et ce décrochage, les entreprises le mesurent concrètement, notamment dans la tech, on a de plus en plus de mal à lever des fonds, à attirer les investisseurs. Est-ce que c'est uniquement

lié au décrochage de l'Europe ? Vous connaissez bien le sujet, vous êtes président d'une Deep Tech, T-life, spécialisée dans l'amélioration du diagnostic médical grâce à l'intelligence artificielle.

GK : cette difficulté vient de plus loin en fait, parce que le défi d'aujourd'hui dans la technologie, c'est que la révolution technologique en cours initiée il y a plus d'une vingtaine d'années, avec le numérique et l'intelligence artificielle, requiert une taille de marché critique. Dans cette perspective, les entrepreneurs et je parle à ce titre, ont besoin d'une base arrière massive, mais aussi d'instruments pour consolider les marchés dans les secteurs stratégiques (comme cela est le cas aux Etats-Unis et en Chine).

SP : C'est-à-dire plus de soutien de gouvernements, de l'UE ?

GK : La priorité, c'est l'achèvement d'un vrai marché intérieur européen. Le rapport du Conclave, le rapport Letta, le rapport Draghi l'ont dit, il faut accélérer sa mise en œuvre en particulier dans les domaines des nouvelles technologies, mais aussi dans le domaine de la santé.

Les européens devraient être les leaders mondiaux de la santé ! On est en train de décrocher tout simplement parce que ce marché intérieur de la santé n'existe pas, parce que chaque fois qu'on a une directive, c'est renationalisé à l'échelle nationale. A quoi sert l'Europe si les Etats profitent des lois de transposition des directives pour recréer des spécificités ? C'est un vrai problème.

Il y a un enjeu majeur aujourd'hui, c'est l'accélération de notre compétitivité dans le domaine technologique. Or, l'accélérateur aux Etats-Unis comme en Chine, c'est la puissance de l'armée. Ainsi, et à titre d'exemple, l'armée américaine a un budget d'investissement de l'ordre de 150 milliards de dollars, c'est-à-dire la moitié de la totalité de l'investissement européen en matière de R&D. Aucune des armées des Etats-membres n'a la taille critique. En outre, la réticence à travailler ensemble est trop grande. Il y a un besoin dans l'Union et plus largement en Europe de structurer, d'avoir une structure organisationnelle et coopérative des armées qui est capable de faire de la commande publique groupée pour soutenir notamment le développement des technologies mais aussi le leadership dans des domaines comme la santé perçue comme un enjeu de sécurité. C'est le cas des Etats-Unis, c'est le cas de la Chine, ce n'est pas le cas chez nous et cela fait toute la différence.

Plus largement, en matière d'investissement, nous avons besoin de pouvoir prendre plus de risques, ce qui passe notamment par le marché européen des capitaux, la poursuite de la professionnalisation des capital risque européens... mais pas seulement. Il est important que les industriels et les grandes familles investissent directement dans des sociétés innovantes et pas seulement à travers leurs fonds de capitaux risques qui manquent de culture industrielle.

Donc, il y a beaucoup de choses à faire, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle européenne pour pouvoir être compétitifs par rapport aux Américains et aux Chinois. Il ne faut pas dès qu'il y a un succès européen, que l'entreprise à l'origine de ce succès soit conduite à installer sa R&D ou se coter aux Etats-Unis et devenir de fait américaine ... Vous parliez il y a quelques jours, je crois, avec les dirigeants de Mistral. Vous évoquiez le soupçon que Mistral veuille devenir américaine,

ce n'est pas que Mistral veuille devenir américaine, elle veut rester européenne, mais l'Union européenne n'a pas le marché boursier de taille critique, l'armée de taille critique, la capacité de prise de risque précoce en matière d'investissement à l'échelle nationale et à l'échelle européenne ... qui nous permettent de garder nos pépites en Europe. C'est un vrai défi que de créer de manière accélérée à l'échelle de l'Union cet environnement. Beaucoup a été fait en France et dans d'autres Etats-membres mais tant reste à faire.

SP : Parmi les propositions du Conclave, vous dites il faut que l'Europe fasse le choix de la puissance dans un monde de plus en plus brutal, que l'Europe se ressaisisse, mais avec quelle stratégie ?

GK : L'attente des participants du Conclave à l'égard de la Présidente Von der Leyen, c'est qu'elle propose une stratégie de transformation de l'Union en puissance. Soyons clairs, il ne s'agit pas être une puissance à l'américaine ou à la chinoise avec cette tentation impérialiste omniprésente, mais une puissance globale, durable, responsable.

Dans cette perspective, nous proposons quatre axes de transformation :

- Une Union qui se dote des moyens d'une affirmation géopolitique lui permettant de peser dans les rapports de force, parce que le monde est fait de rapports de force aujourd'hui, ce n'est plus la mondialisation heureuse du tout commerce ;
- Un leadership scientifique et technologique : on produit et on forme des cerveaux qui s'exportent en Amérique aujourd'hui sans que l'Amérique ne contribue au coût de leur formation et sans dividendes, ce n'est pas normal, il nous faut urgemment une stratégie d'attractivité pour garder nos cerveaux, sans les empêcher de faire des aller-retours aux Etats-Unis ou en Chine, mais aussi accueillir ceux du reste du monde ! Moi j'ai un gamin de 16 ans, il veut être chercheur en mathématiques, mais il a déjà en tête qu'il faut qu'il ait au moins une expérience aux Etats-Unis et en Chine qui sont de plus en plus excellents dans un domaine qui reste le premier domaine d'excellence de la France et de l'Europe et qui est fondamental pour le développement de l'intelligence artificielle et le quantique ;
- Une capacité collective de produire des biens communs de haute qualité permettant de créer des économies d'échelle tout en améliorant le niveau de service rendu et en maîtrisant voire réduisant la dépense publique notamment dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'éducation. Il faut qu'à l'échelle de ce continent on produise ces biens parce que les États seuls n'ont plus les moyens de le faire ;
- Et inventer la prochaine étape démocratique, permettant aux citoyens, parce qu'ils le veulent et que cela est légitime, de mieux participer à la vie publique, tant locale, nationale qu'europpéenne.

C'est ça la puissance de l'Europe, que Mme Von der Leyen doit pousser à mon sens.

SP : Mais pour cette stratégie de puissance, il faut un leadership en Europe. Est-ce que la difficulté de plusieurs pays que vous avez mentionnée, dont la France, ne compromet justement pas ce leadership ?

GK : Le leadership, c'est une question à la fois d'institutions et d'hommes. Le prochain Conclave en présence d'Antonio Costa, le Président du Conseil européen, mi-janvier [à Bruxelles] mettra en son cœur le sujet du leadership : comment créer cette nouvelle dynamique collective ? Et le leadership ne peut pas être que politique, il doit être aussi sociétal. C'est-à-dire que la société civile et le monde économique ont une responsabilité dans ce leadership.

SP : Alors justement, comment est-ce que les chefs d'entreprises peuvent justement prendre... ?

Juste un exemple. Dans notre imaginaire français, on a l'imaginaire de De Gaulle, mais de Gaulle n'aurait rien pu faire, si au lendemain de l'appel du 18 juin 1940, le 19 juin de grands industriels n'avaient pas mis leurs moyens à sa disposition. Donc il faut de la volonté politique, mais il faut aussi du soutien et du courage économique et industriel et savoir donner, savoir s'engager. Non seulement en argent, mais aussi en temps et en réflexion.

SP : Merci Guillaume Klossa, Président d'EuropaNova et du Conclave, vous êtes également chef d'entreprise dans la Tech, président de la deep tech T-life, et vous êtes co-auteur d'un livre qui sort demain, « Think Together 2024 » 11 rapports qu'il faut avoir lus pour comprendre le monde.
